

**RAPPORT D'ACTIVITE 2022**  
**ASSOCIATION BONSENS.ORG**  
10 RUE DES CIGOGNES  
67960 ENTZHEIM  
**Forme juridique : Association Loi 1908**

**Immatriculation : TPRX-ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN Volume 46 / Folio 22**  
**SIRET : 903 156 859 00014**

Monsieur Xavier AZALBERT, Président de l'association BONSENS.ORG, donne lecture du présent rapport d'activité (actions menées sur l'exercice), en complément du rapport financier présenté par ailleurs.

\*\*\*\*\*

L'année 2022 est le second exercice de l'association BONSENS.ORG.

Après un premier exercice au cours duquel les ressources levées auprès des adhérents et donateurs ont été conséquentes et les actions engagées ont été lancées, celles-ci se sont accentuées en 2022. L'évolution des charges externes a donc augmenté fort logiquement et comme prévu.

Depuis la création de l'association, les actions suivantes ont été menées et poursuivies sur 2022 :

#### **Actions scientifiques**

##### **Par des membres du bureau de Bonsens.org**

- Courrier au **NEJM** (Pr Perronne, Dr Lacout, V. Lounnas)
- MetaAnalyse très importante sur l'hydroxychloroquine (V. Lounnas, Dr Lacout, Pr Perronne, X. Azalbert)
- Des publications scientifiques grand public et des analyses de données publiques
  - **"Le SARS-COV2 accélérerait l'âge biologique"** (par ordre alphabétique : Xavier Azalbert, Anne-Typhaine Bouthors, Michel Brack, Dominique Cerdan, Walter Chesnut, Gérard Guillaume, Jean-François Lesgards, Luc Montagnier, Jean-Claude Perez) – **Août 2021 (hypothèse vérifiée depuis par une équipe de chercheurs belges et publiée dans une revue scientifique)**
  - Sur la **pharmacovigilance** et la balance **bénéfice/risque** chez les moins de 50 ans. **"Moins de 50 ans : quels risques avec les "vaccins" Covid19 utilisés en France ?"**
  - **Toxicologie de la protéine Spike** (Dr Lesgards & Dr Cerdan)

Tous les effets indésirables déclarés en Europe et aux États unis sont accessibles facilement sur notre site

##### **Etudes publiées avec le soutien de Bonsens.org**

- Lacout A, Mas M, Pajaud J, Perronne V, Lequette Y, Franck M, Perronne C.  
**"Real time micro-organisms PCR in 104 patients with polymorphic signs and symptoms that may be related to a tick bite"**. Eur J Microbiol Immunol (Bp). 2021 Nov 3. doi: 10.1556/1886.2021.00011. Epub ahead of print. PMID: 34739391.
- Lacout A, Marcy PY, Perronne C.  
**"Chronotherapy in COVID-19 Disease"**.  
J Gen Intern Med. 2021 Mar 26. doi: 10.1007/s11606-021-06719-3. Epub ahead of print. PMID: 33772438.
- Lacout A, Lounnas V, Perronne C.  
**"Timing and dosage may be the key in the realisation of hydroxychloroquine + azithromycin treatment benefit in Covid-19 elderly patients"**.

- Int J Antimicrob Agents. 2021 Mar 17;106314. doi: 10.1016/j.ijantimicag.2021.106314. Epub ahead of print. PMID: 33722657; PMCID: PMC7967398.
- Valère Lounnas, Alexis Lacout, Xavier Azalbert, Christian Perronne.  
**Shunt due to Hydroxychloroquine Sub-lethal Dosage Resulted in Excess Transfer to Mechanical Ventilation and Death in Hospitalized Patients with Covid-19.**  
Archives of Microbiology & Immunology 5 (2021): 176-181
  - Valère Lounnas, Alexis Lacout, Xavier Azalbert, Christian Perronne.  
**Revisiting a Meta-analysis Shows that Hydroxychloroquine with Azithromycin may be Efficient in Covid-19 patients.**  
Archives of Microbiology & Immunology 5 (2021): 154-175.
  - Lacout A, Perronne C, Lounnas V.  
**Hydroxychloroquine in Hospitalized Patients with Covid-19.**  
N Engl J Med. 2021 Feb 10;384(9):10.1056/NEJMc2035374#sa1. doi: 10.1056/NEJMc2035374. Epub ahead of print. PMID: 33567187.
  - Alexis Lacout, Marie Mas, Michel Franck, Véronique Perronne, Julie Pajaud, Pierre Yves Marcy, Christian Perronne.  
**Serological and PCR evidence of Infection in 105 Patients with SPPT.**  
Archives of Microbiology & Immunology 5(2021):139-150.
  - Alexis Lacout, Marie Mas, Pierre Yves Marcy, Christian Perronne.  
**Emergence of Different Autoimmune Diseases Including a Behçet's disease in a Sibling After tick bites.**  
Remarkable cure of Behçet's disease by a Combination of Antibiotics and Hydroxychloroquine. Archives of Microbiology & Immunology 5 (2021): 151-153.
  - Franck M, Ghazzi R, Pajaud J, Lawson-Hogban NE, Mas M, Lacout A, Perronne C. Response: Commentary: Borrelia miyamotoi:  
**43 Cases Diagnosed in France by Real-Time PCR in Patients With Persistent Polymorphic Signs and Symptoms.**  
Front Med (Lausanne). 2020 Oct 23;7:586694. doi: 10.3389/fmed.2020.586694.
  - Vedrines N, Bouthors AT, Gayet S, Lacout A.  
**Re -Effect of hydroxychloroquine with or without azithromycin on the mortality of COVID-19 patients: a systematic review and meta-analysis.**  
Clin Microbiol Infect. 2021 Jun;27(6):918-919. doi: 10.1016/j.cmi.2020.10.018. Epub 2020 Oct 28. PMID: 33129929; PMCID: PMC7592021.
  - Lacout A, Marcy PY, Perronne C.  
**Re: 'Effect of hydroxychloroquine with or without azithromycin on the mortality of COVID-19 patients'** by Fiolet et al. Clin Microbiol Infect. 2020 Sep 25:S1198-743X(20)30579-6. doi: 10.1016/j.cmi.2020.09.027.

## Actions sociales

### Actions juridiques en lien avec le scientifique et/ou le social

Préambule : Nos actions juridiques s'inscrivent dans la juste lignée de la défense du bon sens. Le droit est un outil que nous utilisons à meilleur escient quand cela devient nécessaire. Les objectifs sont avant tout de faire respecter la science, d'informer loyalement, de diminuer les discriminations ainsi que vos droits fondamentaux à la liberté d'expression, au respect du consentement libre et éclairé sans limitation.

Plus de 60 actions juridiques avec différents avocats et notamment :

- Courrier RAR aux membres de COVARS sur l'inefficacité et les effets délétères potentiels des masques
- Plainte de BonSens contre Bill Gates et suite à l'audience
- Pompiers suspendus : la requête au Conseil d'État est rejetée au prétexte contestable que les incendies n'étaient plus en cours

- Médecins : Arguments à faire valoir en cas de convocation par l'ordre des médecins pour avoir prescrit
- Conseil d'État, Juge des Référé : Requête aux fins de Référé-Liberté – Article L.521-2 du Code de Justice Administrative
- Les chefs de groupe refusent la signification par voie d'huissier du courrier de l'association BonSens.org – un vrai déni de considération des citoyens
- Lettre RAR aux députés et sénateurs (juillet 2022)
- Plainte pénale contre les parlementaires de la commission mixte parlementaire
- Courriers envoyés au Conseil d'Etat, à la HAS et au Ministre des Solidarités et de la Santé
- Lettre aux sénatrices et sénateurs (oct 2021)
- Lettre au Président de la République (Sept 2021)
- Plainte pénale contre des députés impliqués dans la décision sur la vaccination obligatoire des soignants
- Lettre aux députés et sénateurs de la commission mixte paritaire (juillet 21)
- Lettre aux députés et sénateurs (juillet 2021)
- Plainte de Bonsens.org devant le président du C.S.A. concernant l'intervention du ministre de l'Education Nationale
- Plainte contre l'association La République En Marche pour dérive sectaire impliquant des faits "d'abus frauduleux de l'état d'ignorance et de la situation de faiblesse", ainsi que de "complicité d'empoisonnement et de génocide"
- Plainte contre le Président du Conseil de l'Ordre pour complicité d'assassinat et complicité de mise en péril de mineur par personnes ayant autorité.
- Plainte criminelle contre X pour crime contre l'humanité, empoisonnement et tentative d'empoisonnement par l'association BonSens.org, l'Association internationale pour une médecine scientifique indépendante et bienveillante (AIMSIB) et des citoyens victimes d'effets secondaires des vaccins contre le Covid-19.
- Plainte pénale contre X concernant des informations déloyales et/ou mensongères notamment par les directeurs de la publication des médias
- Plainte pénale pour fraude contre l'Ivermectine après une demande de RTU
- Plainte pénale et CJUE contre les fabricants de vaccins
- Demande de démission des membres du Conseil constitutionnel
- Sommation interpellative citoyenne auprès des élus du parlement

#### Quelques autres plaintes sont détaillées ci-dessous :

- Masques  
L'association BonSens.org a pris l'initiative de cette idée de référé (procédure d'urgence judiciaire) afin d'obliger les distributeurs à respecter la loi sur l'étiquetage des compositions des produits vendus.
- Plaintes collectives  
Une plainte collective menée par BonSens.org a été lancée contre les autorités de santé ayant recommandé des vaccins encore en phase expérimentale pour une utilisation à grande échelle. BonSens a lancé avec Me Jean-Pierre Joseph une série de plaintes collectives contre l'Ordre des Médecins
- Traitement en phase précoce
  - Ivermectine : Après la décision de l'EMA de déconseiller l'ivermectine, et comme attendu, l'ANSM et l'OMS ont suivi cette recommandation fort surprenante. BonSens avec Me Teissedre a décidé de ne pas lâcher l'affaire et de s'allier avec d'autres associations dans cette démarche. Rappelons qu'une fraude à la science existe preuves à l'appui. Nous étudions avec des associations de médecins, de patients et de chercheurs, toutes les voies judiciaires possibles en France et à l'étranger. Un regroupement d'union internationale est en cours pour défendre le traitement à base d'ivermectine dans de nombreux pays qui ne l'ont pas encore approuvé au travers de communication et d'actions juridiques là où besoin est. Après la décision de l'EMA de

déconseiller l'ivermectine, et comme attendu, l'ANSM et l'OMS ont suivi cette recommandation fort surprenante.

- Me Virginie De Araujo a mis au point une procédure d'action collective pour mettre fin aux nombreuses mesures liberticides prises en France depuis mars 2020 en groupement avec divers avocats internationaux. BonSens a décidé d'apporter son soutien à cette action qui paraît importante étant donné les mesures liberticides que nous subissons. Les documents sont en ligne pour les télécharger.

- Vaccins

- Etude d'un recours sur le consentement éclairé en cours sur la base de « l'information délivrée » notamment sur la publicité.
- Me Protat a fait une requête au Conseil d'Etat car son client de 83 ans vacciné n'avait pas récupéré sa liberté – Le CE n'a pas donné satisfaction et Me Protat a décidé de continuer son action avec une nouvelle procédure déposée dès demain matin. Les mémoires en réponse du gouvernement sont à lire car le ministère de la santé avoue ne pas connaître l'efficacité du vaccin puisqu'il ne lève pas les mesures de protection.
- Recours sur le fond devant le Conseil d'état sur la contestation de l'impunité garantie aux vaccins, l'état d'urgence sanitaire, le Rivotril et son impunité garantie, les mesures portant atteinte à la liberté individuelle sous le contrôle du juge administratif au lieu du juge civil. Appuyé par question prioritaire de constitutionnalité. La question prioritaire de constitutionnalité a été regrettamment rejetée début février en esquivant les points de fond. L'affaire continue. Des éléments à charge ont été rajoutés suite à la forte hausse du taux de mortalité dans les EHPADs. Les statistiques de mortalité dans les EHPADs suite à la vaccination pourraient montrer qu'il n'y a pas d'effet protecteur contre la maladie. Le vrai problème est l'obtention et l'accès aux données pour enquêter plus en détail sur ce sujet.
- Lettre à la CNAM sur le traitement de prospection vaccin Covid pour faire respecter le droit d'opposition « pour ne pas être sollicité pour se faire vacciner ». La réponse obtenue est inacceptable car c'est un copié collé du texte du décret qui n'est pas pertinent. En l'occurrence, ils expliquent que le droit d'opposition sera à faire valoir qu'une fois inscrit dans la base de donnée. Cela ne respecte pas le droit à la limitation. A l'instant présent, les informations sur les individus sont donc accessibles par n'importe quel médecin via une recherche par numéro de sécurité sociale. Sur la limitation, une nouvelle demande a été faite auprès de la CPAM du 78. Le délai d'un mois étant écoulé une action en justice ou à la CNIL peut-être effectué pour le respect des droits individuels

- Remdesivir

- Remdesivir et Union Européenne: action déposée sur la responsabilité des diverses instances sur le Remdesivir y compris sur les conséquences économiques pour la France et le rôle des différentes parties dans le support à la décision et dans la prise en considération des données cliniques disponibles au moment de la décision. Deux actions ont été faites à ce sujet dont une par Réaction 19 et l'autre Me Di Vizio. Ce médicament a fait l'objet d'une nouvelle demande d'extension de l'AMM. Ce qui est surprenant étant donné les effets secondaires du médicament.

- Hydroxychloroquine

- Aucun document n'a été reçu de l'ANSM sur les essais cliniques sur HCQ. Une saisine CADA est en cours. Pas encore de réponse à ce jour. La dernière requête avait pris 2 mois.
- Une nouvelle analyse des dispositions prises par l'OMS et l'ANSM est en cours y compris de l'étude Recovery ou le surdosage en HCQ a entraîné des décès par overdose. Une dernière publication est parue dans Archive of Microbiology & Immunology. Nous sommes très heureux car des membres de BonSens font partie des auteurs de cette étude et que l'association a soutenu sa publication. Cette publication remet en cause de manière définitive le surdosage en hydroxychloroquine utilisé dans l'étude Recovery. Ce surdosage crée un shunt pulmonaire qui pourrait « mimer un Covid-19 » ou une aggravation Covid-19 ce qui expliquerait les nombreux passages en réanimation et la surmortalité.

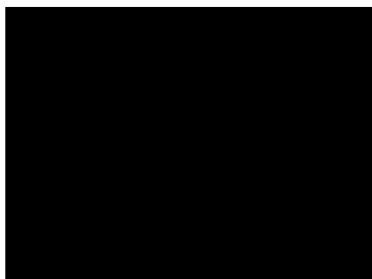
- Mise en demeure des agences sanitaires, des sociétés savantes et de la direction de publication des médias mainstream pour tenir compte des nouvelles informations (lettre du NEJM et Meta analyse récemment publiée) qui avalisent le surdosage de l'étude Recovery et par conséquent invalident non seulement cette étude mais également les méta-analyses qui incluent cette étude, comme la méta analyse Fiolet et al. qui a fait l'objet de plus de 30 communications dans les médias mainstream. La méta analyse Fiolet et al. ainsi que l'étude Recovery ont influencé les stratégies des autorités sanitaires qui doivent donc être revues.
- Demande à la CADA : Le Compte Rendu de la réunion du 19 décembre du Conseil Scientifique a été publié le 25 février, cependant il manque encore les enregistrements vidéo et les calculs pour d'autres avis.
- Demande des documents à l'ANSM (et des échanges avec les autorités, HCSP et membres du gouvernement) sur les essais cliniques de l'hydroxychloroquine notamment sur tous les documents liés aux causes d'arrêt – le délai de un mois court à partir du 30 mars 2021. La CADA a dit qu'il fallait donner ses documents. Le TA ne peut pas établir le bien fondé du refus sans voir les documents et les échanges avec le ministère de la santé.
- Demande CADA : Les comptes rendus les enregistrements sur les débats concernant les autorisations relatives aux vaccins et sur les points de pharmacovigilance (à l'ANSM et/ou HAS)
- Plainte contre l'association Citizen4science déposée à la CNIL suite à la publication d'une base de données renseignée de médecins.

### **Actions financières**

Celles-ci vont vous être présentées par le Secrétaire de l'association à l'occasion de la lecture du rapport financier.

\*\*\*\*\*

ENTZHEIM, le 30 avril 2023



**Le Président**  
**Xavier AZALBERT**